

I – LOIS

DROIT DU TRAVAIL

DROIT DES SOCIÉTÉS

CRÉATION ET TRANSMISSION
D'ENTREPRISE

FISCALITÉ ET PATRIMOINE

DROIT DES CONTRATS

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

RÉSOLUTION AMIABLE DES LITIGES

CONTENTIEUX DES AFFAIRES

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

DROIT PUBLIC

FORMATION

ENVIRONNEMENT

COMMERCE INTERNATIONAL

AVOCATS ASSOCIÉS

Corine ANDRIEUX
Nathalie BAILLY
Frédéric BLAISE
Maryline BUHL
Alexia CADIX
Armin CHEVAL
Olivier COLNAT
Thibaut CUNY
Catherine EDELENYI
Cyrille GUENIOT
Charlène MANGIN
Hervé MONTAUT
Anny MORLOT
Mickael MUNIN
Dominique PIERSON
Philippe SESTER

AVOCATS

Pauline BARREAU
Anne CHARLIQUART
Géraldine EMONET
Cécile GEORGEON
Brigitte JAMIN
Vincent LARRORY
Véronique LEMERCIER-HENNON
Philippe LHUILLIER
Alice MARCHAL
Audrey REMY

AVOCATS SENIOR COUNSEL

Jacques BROUILLET
Claude NOEL

MEMBRES DU GIE GROUPE ACD

Bruno BERKROUBER
Nicole GUERBERT
Séverine VALENT
Olivier VILLETTE

AVOCATS HONORAIRES

Didier-François APOSTOLO
Catherine CLOQUET
Robert COLAS
Pierre-Jean GUARDIOLLE
Christian RENY

- Exploitants agricoles – Leur pension ne peut être inférieure à 85 % du SMIC à partir du 1/11 selon le décret du 16/6.
- La prime PEPA 2021 pourra être versée jusqu'au 31/3/2024
Ldf du 19/7
- Réforme du chômage – Après les réserves exprimées par le Conseil constitutionnel, la réforme est suspendue mais la dégressivité est cependant entrée en vigueur à compter du 1/7 pour les moins de 57 ans gagnant plus de 4 500 €/mois
- La loi sur le Pass sanitaire a été approuvée par le Conseil constitutionnel et est applicable à compter du 9/8 mais avec suppression de la possibilité de licencier les réfractaires ... !
- Selon une mise à jour du BOSS du 1/8, la tolérance pour l'exonération du nombre de repas d'affaires (1 par semaine ou 5 par mois) peut dépasser ce chiffre en justifiant d'une obligation.
De même pour les déductions forfaitaires spécifiques (DES) des frais professionnels
LS du 5/8
- Accord sur la fusion de la CCN des avocats libéraux et celle des avocats salariés en passant par un accord de méthode
LS du 26/7
- Reprise du personnel après COVID – Un arrêté du 16/7 prolonge les mesures jusqu'au 30/4/22
LS du 9/8
- Loi du 2/8 sur la prévention en santé – Transpose l'ANI du 9/12/20 avec un suivi individuel du salarié avant son départ en retraite
- La consultation obligatoire de CSE sur le DUERP et ses mises à jour –
A conserver sous forme numérique ... 40 ans !
LS du 9/8

II – RELATIONS INDIVIDUELLES

- Le juge peut être amené à remettre en cause la durée d'une période d'essai en fonction de la catégorie d'emploi
Cass soc 7/7/21 N° 19 22 921
LS 24/7
- Avis d'inaptitude avec une erreur de dénomination du poste occupé. Il reste valable
Cass soc n° 20 10 386
- Résiliation judiciaire – Même des riefs anciens peuvent être examinés par le juge.
Cass soc 30/6/21 N° 19 18 533
- L'action en rappel de salaire en raison de l'invalidité du forfait jour se prescrit par 3 ans en raison de sa nature salariale et non pas 2 ans après la signature de la convention
Cass soc 30/6/21 N° 18 23 22
- Refus de prêter serment ? La Cour de cassation considère que le licenciement d'un employé assermenté de la RATP ne peut être annulé comme concernant une atteinte aux convictions religieuses (!) mais est un licenciement abusif à indemniser
Cass 7/7/21 N° 20-16

III – RELATIONS COLLECTIVES

- Port de signes religieux distinctifs – Dans deux arrêts du 15/7 N° 341-19 et C 804-18, la CJUE indique les conditions permettant de les interdire

Jacques Brouillet
Avocat
07 88 03 21 63

